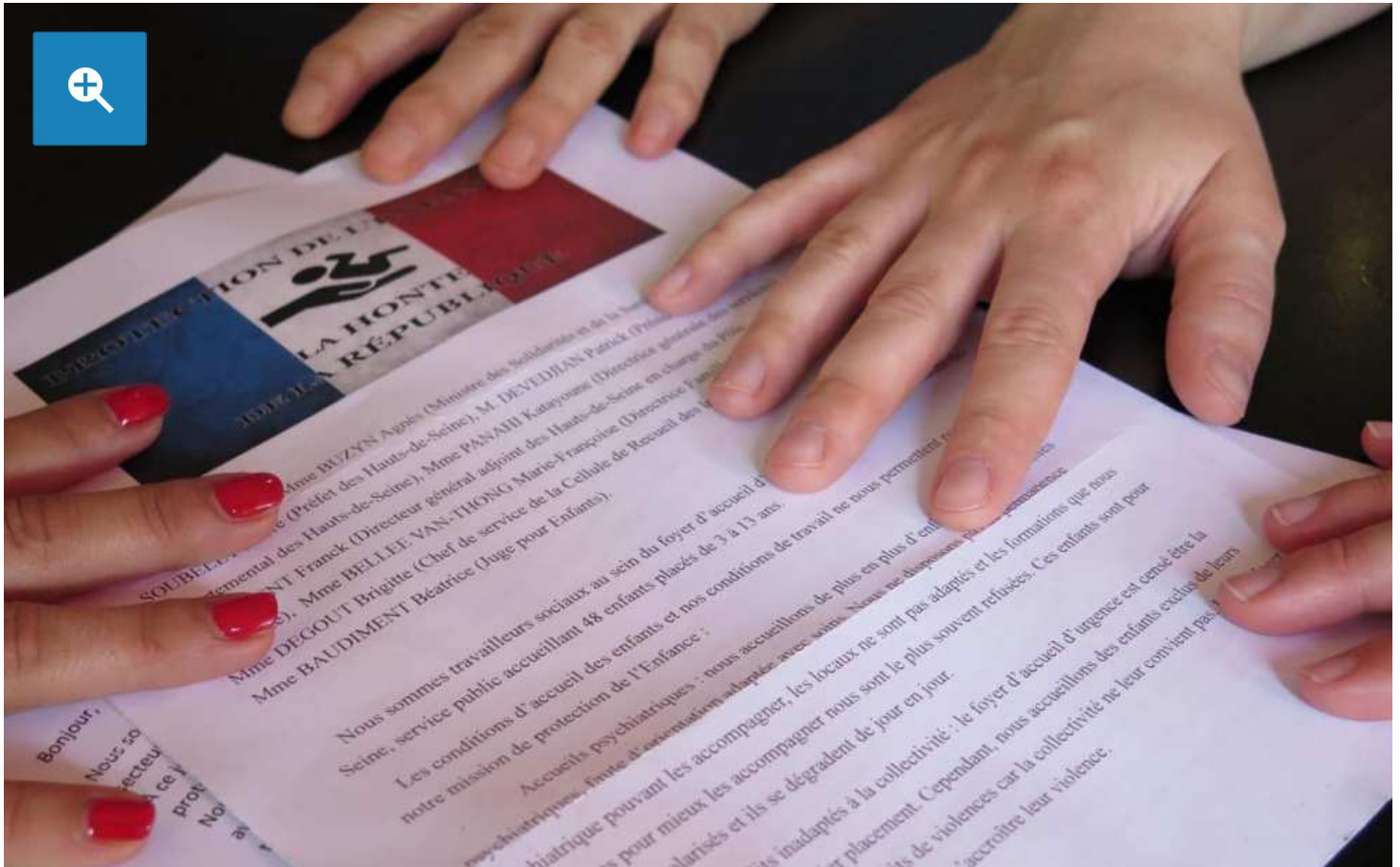


Enfance en danger : excédées, à bout, les éducatrices spécialisées dénoncent leurs conditions de travail

Accueil > Île-de-France & Oise > Hauts-de-Seine > Antony
Florence Hubin | 25 juin 2017, 17h36



Les personnels de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) travaillant à la Cité de l'enfance du Plessis-Robinson, appartenant au département des Hauts-de-Seine, font circuler une pétition également disponible en ligne.

Une pétition est largement diffusée et un appel à la grève lancé jusqu'à la fin de la semaine.

Leur métier est la protection de l'enfance, l'accueil des enfants maltraités chez eux et retirés de leur famille. Mais aujourd'hui, les éducatrices de la Cité de l'enfance, installée dans un vaste parc au Plessis-Robinson, [tirent la sonnette d'alarme](#). « Nous sommes actuellement dans une situation de non-assistance à personnes en danger, avec des enfants et des adultes subissant quotidiennement des agressions de toutes sortes », dénonce le collectif ASE 92.

La CGT a d'ailleurs inscrit la dégradation des conditions de travail à la Cité de l'enfance au nombre des onze

motifs de l'appel à la grève lancée à partir de ce lundi et jusqu'à vendredi inclus pour l'ensemble des personnels du conseil départemental. Les travailleurs sociaux de la Cité de l'enfance, un foyer qui peut héberger 48 enfants de 3 à 13 ans, ont écrit aux autorités compétentes, [mis en ligne une pétition](#) signée par plus de 1500 personnes, et reçu le soutien des syndicats FO et CGT.

« Nous avons des jeunes en souffrance psychiatrique et on ne sait pas quoi en faire en cas de crise »

« Avec les fermetures successives de foyers pour adolescents dans le département nous accueillons désormais des jeunes de 16 ou 17 ans, avec des conduites parfois délinquantes, regrettent des éducatrices. On a un parc magnifique mais où ça hurle et où les enfants sont malheureux. Nous avons des jeunes en souffrance psychiatrique et on ne sait pas quoi en faire en cas de crise, les hôpitaux ne les acceptent pas toujours... »

« Nous avons fermé à Rueil et au Plessis des accueils pour adolescents qui ne correspondaient plus aux besoins », justifie Marie-Laure Godin (LR), vice-présidente du conseil départemental en charge de la solidarité. « Nous avons financé la création de douze places pour adolescents ouvertes en janvier 2017 à Meudon, chez les Orphelins Apprentis d'Auteuil et douze autres seront ouvertes le mois prochain », poursuit-elle.

L'élue reconnaît que « beaucoup de jeunes accueillis sont en difficulté psychologique et psychique », et présentent de plus en plus souvent des « problèmes de comportement ». « On recherche activement un pédopsychiatre depuis deux ans, mais on n'arrive pas à en trouver un », regrette Marie-Laure Godin, qui ajoute qu'un poste d'éducateur a été créé en 2016 à la cité pour renforcer les équipes.

« Je comprends que les personnels soient épuisés, mais leur direction est là pour les épauler », affirme l'élue. Les intéressées assurent au contraire : « En cas de problème, on appelle le chef de service d'astreinte mais il ne sait pas toujours comment nous aider ». Paniquée, sans solution, l'une d'entre elle a enfermé à clé dans une pièce sa collègue et des enfants pour les protéger d'un jeune en crise. « On menace notre direction d'arrêt maladie, et malheureusement, c'est ce qui fini par arriver », déplorent les travailleurs sociaux, à bout.

leparisien.fr

SUR LE MÊME SUJET

[Quand Gennevilliers lance la fronde dans les PMI](#)
